L.314/I

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - - WETGEVING
L. 314/1
25 AVR. 1949
Transmis à M.1 - bureau
Overgemaakt aan de H. Coordination

C.E. - R.S.
Entrée - Binnen
25 AVR. 1949
N° .....
COORD.

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 13 avril 1949 d'une demande d'avis urgent sur un projet de loi relatif aux conditions de nomination des greffiers des cours et tribunaux et le 20 avril 1949, d'amendements à ce projet, a donné en sa séance du 22 avril 1949 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 13e April 1949 door de Minister van Justitie verzocht hem dringend van advies te dienen over een wetsontwerp betreffende de voorwaarden van benoeming van de griffiers der hoven en rechtbanken en op 20 April 1949 over amendementen op dit ontwerp heeft ter zitting van 22 April 1949 het volgend advies gegeven:

- I -

Le projet de loi omet à plusieurs reprises de comprendre les greffiers, greffiers adjoints et commis greffiers des juridictions militaires parmi ceux qui ont exercé certaines fonctions dans une juridiction. Le Conseil d'Etat a estimé qu'il paraissait conforme aux intentions du Gouvernement de réparer cette omission.

- II -

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si les articles 175, 176 et 177 de la loi du 18 juin 1869 doivent être rendus applicables aux commis greffiers des cours, tribunaux et justices de paix.

Il en est de même en ce qui concerne l'application de l'article 211 de la même loi, relatif à l'obligation de résidence.

- III -

En ce qui concerne l'article 12 du projet, ni l'article 96 de la loi du 15 juin 1899, ni l'arrêté royal du 10 juillet 1899, pris en exécution de l'article 150 de la même loi, ne déterminent l'âge requis pour la nomination des greffiers adjoints d'un conseil de guerre permanent.

Le Conseil d'Etat propose de fixer cet âge à 25 ans comme pour le greffier.

- IV -

Le texte de l'article 13 § 5 du projet est ambigu. Le Conseil d'Etat doit traduire les intentions du Gouvernement en proposant une rédaction plus complète.

- V -

Il paraît nécessaire de prévoir que les places de greffier surnuméraire actuellement existantes seront supprimées au fur et à mesure de leur vacance.

*

* *

Pour le surplus, le projet ne nécessite que des modifications tenant à la forme ou aux nécessités de la mise en concordance avec d'autres dispositions légales.

Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, le texte ci-après:

Projet de loi modifiant la législation sur l'organisation judiciaire, en ce qui concerne les greffiers et commis-greffiers des cours, des tribunaux et des juridictions militaires.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Le Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er -

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire :

1° l'article 10, modifié par l'article 7 de la loi du 31 juillet 1920, est remplacé par la disposition suivante :

Article 10 : Les greffiers des justices de paix peuvent avoir des commis greffiers, dont le nombre est déterminé par le Roi.

Les commis greffiers sont nommés et peuvent être révoqués par le Ministre de la Justice. Ils sont rétribués par le Trésor public.

Nul ne peut être nommé commis greffier, s'il n'est âgé de 18 ans accomplis et n'est porteur soit d'un certificat homologué d'humanités, soit d'un certificat constatant qu'il a subi avec succès l'épreuve préparatoire à l'admission aux examens pour la collation des grades académiques.

2° l'article 11, modifié par l'article 2 de la loi du 3 mai 1912 et par l'article 8 de la loi du 31 juillet 1920 est remplacé par la disposition suivante :
"Article 11 : Nul ne peut être nommé greffier ou greffier adjoint d'une justice de paix, s'il n'est âgé de 25 ans accomplis, s'il n'est docteur en droit ou s'il n'a rempli, pendant 5 ans au moins, des fonctions de commis greffier dans une cour, un tribunal, une justice de paix ou une juridiction militaire et n'a subi avec succès, devant un jury spécial, l'examen de candidat greffier. Le Roi détermine les modalités de cet examen.

3° l'article 12, alinéa 2 est abrogé.

4° l'article 24, est remplacé par la disposition suivante :
"Article 24 : Il y a, dans chaque tribunal de première instance, un greffier en chef qui est nommé et peut être révoqué par le Roi."

5° l'article 25 est remplacé par la disposition suivante :
"Article 25 : Le greffier en chef est assisté de greffiers et de commis greffiers, dont le nombre est déterminé par le Roi, selon les besoins du service."

6° L'article 26, modifié par l'article 3 de la loi du 2 juin 1927 est remplacé par la disposition suivante :
"Article 26 : Nul ne peut être nommé greffier en chef d'un tribunal de première instance s'il n'est âgé de 25 ans accomplis et s'il n'est docteur en droit. Toutefois, peut être nommé greffier en chef d'un tribunal de première instance de deuxième ou de troisième classe

le candidat qui n'étant pas docteur en droit, a rempli pendant dix ans au moins, des fonctions de greffier, de greffier à titre personnel, de greffier adjoint ou de greffier adjoint à titre personnel, dans une cour, un tribunal, une justice de paix ou une juridiction militaire.
Nul ne peut être nommé greffier d'un tribunal de première instance s'il n'est âgé de 25 ans accomplis, s'il n'est docteur en droit ou s'il n'a rempli pendant 5 ans au moins des fonctions de commis greffier dans une cour, un tribunal, une justice de paix ou une juridiction militaire et n'a subi avec succès devant un jury spécial, l'examen de candidat greffier. Le Roi détermine les modalités de cet examen."

7° l'article 27 est remplacé par la disposition suivante :
"Article 27 : Les greffiers sont nommés par le Roi sur deux listes doubles, présentées l'une par le président et l'autre par le greffier en chef du tribunal. Ils peuvent être révoqués par le Roi.

Les commis greffiers sont nommés et peuvent être révoqués par le Ministre de la Justice. Ils sont rétribués par le Trésor public.

Nul ne peut être nommé commis greffier s'il n'est âgé de 18 ans accomplis et n'est porteur soit d'un certificat homologué d'humanités, soit d'un certificat constatant qu'il a subi avec succès l'épreuve préparatoire à l'admission aux examens pour la collation des grades académiques."

8° L'article 63, modifié par l'article 1er de la loi du 11 mai 1910 est remplacé par la disposition suivante :
"Article 63 : Il y a dans chaque tribunal de commerce un référendaire qui fait fonction de greffier en chef; il est nommé et peut être révoqué par le Roi."

9° à l'article 64, modifié par l'article 1er de la loi du 11 mai 1910 et par le § II de la loi du 3 janvier 1925, les mots "greffiers adjoints" sont remplacés par le mot "greffiers"

10° l'article 65, modifié par l'article 1er de la loi du 11 mai 1910 est remplacé par la disposition suivante : "Article 65 : Nul ne peut être nommé référendaire ou référendaire adjoint, s'il n'est âgé de 30 ans accomplis et s'il n'est docteur en droit.

Nul ne peut être nommé greffier s'il n'est âgé de 25 ans accomplis, s'il n'est docteur en droit ou s'il n'a rempli pendant 5 ans au moins des fonctions de commis greffier dans une cour, un tribunal, une justice de paix ou une juridiction militaire et n'a subi avec succès devant un jury spécial, l'examen de candidat greffier. Le Roi détermine les modalités de cet examen.

Nul ne peut être nommé commis greffier s'il n'est âgé de 18 ans accomplis et n'est porteur, soit d'un certificat homologué d'humanités, soit d'un certificat constatant qu'il a subi avec succès l'épreuve préparatoire à l'admission aux examens pour la collation des grades académiques."

11° L'article 66 est remplacé par la disposition suivante : "Article 66 : Les commis greffiers sont nommés et peuvent être révoqués par le Ministre de la Justice. Ils sont rétribués par le Trésor public."

12° l'article 77 est remplacé par la disposition suivante : "Article 77 : Le greffier en chef est assisté de greffiers et de commis greffiers dont le nombre est déterminé par le Roi, selon les besoins du service."

13° l'article 78, alinéa 2, modifié par l'article 4 de la loi du 2 juin 1927, est remplacé par la disposition suivante: "Nul ne peut être nommé greffier d'une cour d'appel, s'il n'est âgé de 25 ans accomplis, s'il n'est docteur en droit ou s'il n'a rempli, pendant 5 ans au moins, des fonctions de greffier, de greffier à titre personnel, de greffier adjoint, de greffier adjoint à titre personnel ou de secrétaire de parquet dans une cour, un tribunal, une justice de paix ou une juridiction militaire."

14° l'article 79 est remplacé par la disposition suivante :
"Article 79 : Les greffiers sont nommés par le Roi, sur deux listes doubles présentées, l'une par le premier président de la cour l'autre par le greffier en chef. Ils peuvent être révoqués par le Roi.

Les commis greffiers sont nommés et peuvent être révoqués par le Ministre de la Justice. Ils sont rétribués par le Trésor public.

Nul ne peut être nommé commis greffier s'il n'est âgé de 18 ans accomplis et n'est porteur soit d'un certificat homologué d'humanités, soit d'un certificat constatant qu'il a subi avec succès l'épreuve préparatoire à l'admission aux examens pour la collation des grades académiques."

15° l'article 186, alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :
"La réception des greffiers et commis greffiers des cours a lieu devant la chambre tenue par le premier président et la réception des greffiers et commis greffiers des tribunaux de première instance et de commerce, devant la chambre tenue par le président du tribunal auquel ils sont attachés, ou devant la chambre des vacations, si cette réception est faite pendant les vacances."

16° à l'article 186, alinéa 5, les mots "et greffiers" sont remplacés par les mots "greffiers et greffiers adjoints".

17° à l'article 189, in fine, sont ajoutés les mots : "Les commis greffiers, dans le même ordre."

Article 2 -

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire.

1° l'article 96 est remplacé par la disposition suivante :
"Article 96 : Il y a dans chaque conseil de guerre un greffier qui est nommé et peut être révoqué par le Roi.

Il peut être assisté de greffiers adjoints et, dans les conseils de guerre permanents, de commis greffiers. Le nombre des greffiers adjoints et des commis greffiers est déterminé par le Roi selon les besoins du service.

Le greffier reçoit, dans l'armée, les honneurs prescrits pour les officiers subalternes.

Nul ne peut être nommé greffier ou greffier adjoint d'un conseil de guerre permanent s'il n'est âgé de 25 ans accomplis, s'il n'est docteur en droit ou s'il n'a rempli, pendant 5 ans au moins, des fonctions de commis greffier dans une cour, un tribunal, une justice de paix ou une juridiction militaire et n'a subi avec succès devant un jury spécial l'examen de candidat greffier. Le Roi détermine les modalités de cet examen.

Les greffiers adjoints des conseils de guerre permanents sont nommés et peuvent être révoqués par le Roi; les commis greffiers sont nommés et peuvent être révoqués par le Ministre de la Justice. Ils sont rétribués par le Trésor public.

Nul ne peut être nommé commis greffier s'il n'est âgé de 18 ans accomplis et n'est porteur soit d'un certificat homologué d'humanités, soit d'un certificat constatant qu'il a subi avec succès l'épreuve préparatoire à l'admission aux examens pour la collation des grades académiques."

2° L'alinéa 5 de l'article 115 modifié par l'article 3 de l'arrêté-loi du 9 mars 1940 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Il peut être assisté de greffiers adjoints et de commis greffiers dont le nombre est déterminé par le Roi selon les besoins du service.

Les greffiers adjoints sont nommés et peuvent être révoqués par le Roi. Ils doivent réunir les mêmes conditions que le greffier.

Les commis greffiers sont nommés et peuvent être révoqués par le Ministre de la Justice. Leur nombre est déterminé par le Roi. Ils sont rétribués par le Trésor public.

Nul ne peut être nommé commis greffier s'il n'est âgé de 18 ans accomplis et n'est porteur soit d'un certificat homologué d'humanités, soit d'un certificat constatant qu'il a subi avec succès l'épreuve préparatoire à l'admission aux examens pour la collation des grades académiques."

3° à l'article 131, modifié par l'article 1er de l'arrêté-loi du 16 novembre 1918, les mots "et les greffiers adjoints de la cour militaire" sont remplacés par "greffiers adjoints et commis greffiers de la cour militaire".

4° à l'article 132, les mots "les greffiers adjoints des conseilsde guerre" sont remplacés par les mots "les greffiers adjoints et commis greffier des conseils de guerre".

Article 3 -

A l'article 62, alinéa 3 de la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice, modifié par l'article 5 de l'arrêté royal n°184 du 5 juillet 1935, les mots "et les greffiers adjoints" sont remplacés par les mots "les greffiers adjoints et les commis greffiers".

Article 4 -

§ 1er - L'exercice pendant cinq ans des fonctions de commis greffier et le certificat de candidat greffier ne sont pas requis pour une promotion ou nomination ultérieure, des greffiers et greffiers adjoints qui, au jour de la mise en vigueur de la présente loi, sont en fonction dans une cour, un tribunal, une justice de paix ou une juridiction militaire.

§ 2 - Les greffiers, greffiers à titre personnel, greffiers adjoints et greffiers adjoints à titre personnel d'une cour, d'un tribunal, d'une justice de paix ou d'une juridiction militaire peuvent être nommés greffier en chef d'un tribunal de première instance de première classe sans être docteur en droit, si au jour de la mise en vigueur de la présente loi, ils remplissent leurs fonctions depuis 10 ans au moins.

§ 3 - Les commis greffiers qui, au jour de la mise en vigueur de la présente loi, remplissent leur fonction depuis cinq ans au moins, sont dispensés de l'examen de candidat greffier.

§ 4 - Les employés de greffe, directement rétribués par le Trésor public, dans une Cour, un tribunal, une justice de paix ou une juridiction militaire peuvent être nommés greffier ou greffier adjoint d'une justice de paix, si, au jour de la mise en vigueur de la présente loi, ils remplissent leurs fonctions depuis cinq ans au moins.

§ 5 - Les employés de greffe très méritants, directement rétribués par le Trésor public, auxquels il est fait application de l'article 10 de la loi du 31 juillet 1920 portant augmentation des traitements des membres de l'ordre judiciaire, sont dispensés de l'examen de candidat greffier et de l'exercice pendant cinq ans des fonctions de commis greffier si, au jour de la mise en vigueur de la présente loi ils remplissent leur fonction d'employé depuis seize ans au moins.

Article 5 -

§ 1er - L'article 5 de la loi du 15 novembre 1918 portant augmentation des traitements des membres de l'ordre judiciaire est abrogé.(1)

§ 2 - Les places de greffier surnuméraire actuellement existantes seront supprimées au fur et à mesure de leur vacance.

Donné à , le

---

(1) Si l'intention du Gouvernement est de supprimer les "commis assermentés", il y a lieu de prévoir en outre l'abrogation des articles 55, 57 et 58 du Décret du 6 juillet 1810; 25, 26, 27 Décret du 18 août 1810; 130 des instructions provisoires pour la Haute Cour, du 20 juillet 1814.

I

In het ontwerp van wet worden de griffiers, adjunct-griffiers en griffiersklerken van de militaire rechtscolleges herhaalde malen niet vermeld onder degenen die sommige functies hebben waargenomen in een rechtscollege. De Raad van State oordeelt dat het met de bedoelingen der Regering strookt dit verzuim te herstellen.

II

De Regering zal moeten uitmaken of de artikelen 175, 176 en 177 der wet van 18 Juni 1869 moeten toepasselijk gemaakt worden op de griffiersklerken der hoven, rechtbanken en vredegerechten.

Hetzelfde geldt voor de toepassing van artikel 211 van dezelfde wet inzake de verblijfsverplichting.

III

Wat betreft artikel 12 van het ontwerp, bepaalt noch artikel 96 der wet van 15 Juni 1899 noch het koninklijk besluit van 10 Juli 1899, genomen ter uitvoering van artikel 150 derzelfde wet, de vereiste leeftijd voor de benoeming van de adjunct-griffiers van een bestendige krijgsraad.

De Raad van State stelt voor deze leeftijd op 25 jaar te bepalen zoals voor de griffier.

IV

De tekst van artikel 13 § 5 van het ontwerp is dubbelzinnig. De Raad van State denkt de bedoelingen der Regering weer te geven door een volledigere lezing voor te stellen.

.../...

V

Het lijkt noodzakelijk te bepalen dat de thans bestaande plaatsen van boventallig griffier zullen afgeschaft worden naarmate zij vacant worden.

Voor het overige vergt het ontwerp slechts wijzigingen in verband met de vorm of met de noodzakelijkheid om het in overeenstemming te brengen met andere wetsbepalingen.

Derhalve stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

Ontwerp van wet tot wijziging van de wetgeving op de rechterlijke inrichting, wat betreft de griffiers en griffiersklerken van de hoven, rechtbanken en militaire rechtscolleges.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

De Minister van Justitie is gelast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

De volgende wijzigingen worden aangebracht in de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting :

1° artikel 10, gewijzigd bij artikel 7 van de wet van 31 Juli 1920 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 10 : De griffiers van de vredegerechten kunnen griffiersklerken hebben, waarvan het aantal door de Koning wordt vastgesteld.

De griffiersklerken worden door de Minister van Justitie benoemd en kunnen door hem ontslagen worden. Zij worden uit 's Lands kas bezoldigd.

.../...

Niemand kan tot griffiersklerk worden benoemd, tenzij hij volle 18 jaar oud en houder is, hetzij van een gehomologeerd getuigschrift van humaniora, hetzij van een getuigschrift, waaruit blijkt dat hij met goed gevolg de voorbereidende proef heeft afgelegd tot toelating tot de examens voor het toekennen der academische graden".

2° artikel 11, gewijzigd bij artikel 2 der wet van 3 Mei 1912 en bij artikel 8 der wet van 31 Juli 1920 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 11: Niemand kan tot griffier of tot adjunct-griffier van een vredegerecht worden benoemd, tenzij hij volle 25 jaar oud is, doctor in de rechten is of gedurende ten minste 5 jaar functies van griffiersklerk bij een hof, een rechtbank, een vredegerecht of een militair rechtscollege heeft uitgeoefend en met goed gevolg, voor een speciale examencommissie, het examen van candidaat-griffier heeft afgelegd. De Koning bepaalt de modaliteiten van dit examen".

3° artikel 12, alinea 2, wordt opgeheven.

4° artikel 24 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 24: Er is, bij elke rechtbank van eerste aanleg, een hoofdgriffier, die door de Koning wordt benoemd en door Hem kan ontslagen worden".

5° artikel 25 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 25: De hoofdgriffier wordt bijgestaan door adjunct-griffiers en griffiersklerken, waarvan het aantal door de Koning volgens de behoeften van de dienst wordt vastgesteld".

6° artikel 26, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 2 Juni 1927 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 26: Niemand kan tot hoofdgriffier van een rechtbank van eerste aanleg worden benoemd, tenzij hij volle 25 jaar oud en doctor in de rechten is.
Kan echter tot hoofdgriffier van een rechtbank van eerste aanleg tweede of derde klasse worden benoemd, de candidaat die,

.../...

geen doctor in de rechten zijnde, gedurende ten minste tien jaar functies van griffier, griffier titulair, adjunct-griffier of adjunct-griffier titulair bij een hof, een rechtbank een vredegerecht of een militair rechtscollege heeft uitgeoefend.

Niemand kan tot griffier van een rechtbank van eerste aanleg worden benoemd tenzij hij volle 25 jaar oud is, doctor in de rechten is of gedurende ten minste 5 jaar functies van griffiersklerk bij een hof, een rechtbank, een vredegerecht of een militair rechtscollege heeft uitgeoefend en met goed gevolg voor een speciale examencommissie, het examen van candidaat-griffier heeft afgelegd. De Koning bepaalt de modaliteiten van dit examen".

7° artikel 27 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 27 : De griffiers worden benoemd door de Koning op twee dubbellijsten, voorgedragen de ene door de voorzitter, de andere door de hoofdgriffier van de rechtbank. Zij kunnen door de Koning ontslagen worden.

De griffiersklerken worden door de Minister van Justitie benoemd en kunnen door hem ontslagen worden. Zij worden uit 's Lands kas bezoldigd.

Niemand kan tot griffiersklerk worden benoemd, tenzij hij volle 18 jaar oud en houder is, hetzij van een gehomologeerd getuigschrift van humaniora, hetzij van een getuigschrift waaruit blijkt dat hij, met goed gevolg, de voorbereidende proef heeft afgelegd tot toelating tot de examens voor het toekennen der academische graden".

8° artikel 63, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 11 Mei 1910 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 63 : Er is, bij elke rechtbank een koophandel, een referendaris, die het ambt van hoofdgriffier uitoefent ; hij wordt door de Koning benoemd en kan door Hem worden ontslagen".

9° in artikel 64, gewijzigd bij artikel 1 der wet van 11 Mei 1910 en bij § II der wet van 3 Januari 1925 worden de woorden "toegevoegde griffiers" vervangen door het woord "griffiers".

.../...

10° artikel 65, gewijzigd bij artikel 1 der wet van 11 Mei 1910 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 65 : Niemand kan tot referendaris of adjunct-referendaris worden benoemd, tenzij hij volle 30 jaar oud en doctor in de rechten is.

Niemand kan tot griffier van een hof worden benoemd tenzij hij volle 25 jaar oud is, doctor in de rechten is of gedurende ten minste 5 jaar functies van griffiersklerk bij een hof, een rechtbank, een vredegerecht of een militair rechtscollege heeft uitgeoefend en, met goed gevolg, voor een speciale examencommissie het examen van candidaat-griffier heeft afgelegd. De Koning bepaalt de modaliteiten van dit examen.

Niemand kan tot griffiersklerk worden benoemd, tenzij hij volle 18 jaar oud is en houder is, hetzij van een gehomologeerd getuigschrift van humaniora, hetzij van een getuigschrift waaruit blijkt dat hij, met goed gevolg, de voorbereidende proef heeft afgelegd tot toelating tot de examens voor het toekennen der academische graden".

11° artikel 66 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 66 : De griffiersklerken worden door de Minister van Justitie benoemd en kunnen door hem ontslagen worden. Zij worden uit 's Lands kas bezoldigd ".

12° Artikel 77 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 77 : De hoofdgriffier wordt bijgestaan door griffier en griffiersklerken, wier aantal door de Koning volgens de behoeften van de dienst wordt vastgesteld".

13° artikel 78, alinea 2, gewijzigd bij artikel 4 der wet van 2 Juni 1927, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Niemand kan tot griffier van een hof van beroep worden benoemd, tenzij hij volle 25 jaar oud is, doctor in de rechten is of gedurende ten minste 5 jaar functies van griffier, griffier titulair , adjunct-griffier, adjunct-griffier titulair of parketsecretaris bij een hof, een rechtbank, een vredegerecht of een militair rechtscollege heeft uitgeoefend

.../...

14° artikel 79 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 79 : De griffiers worden benoemd door de Koning, op twee dubbellijsten voorgedragen, de ene door de eerste-voorzitter van het hof, de andere door de hoofdgriffier. Zij kunnen door de Koning ontslagen worden.

De griffiersklerken worden door de Minister van Justitie benoemd en kunnen door hem worden ontslagen. Zij worden uit 's Lands kas bezoldigd.

Niemand kan tot griffiersklerk worden benoemd tenzij hij volle 18 jaar oud en houder is hetzij van een gehomologeerd getuigschrift van humaniora, hetzij van een getuigschrift waaruit blijkt dat hij met goed gevolg de voorbereidende proef heeft afgelegd tot toelating tot de examens voor het toekennen der academische graden".

15° artikel 186, alinea 4, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De ontvangst van de griffier en griffiersklerken der hoven heeft plaats voor de kamer door de eerste-voorzitter gehouden, en de ontvangst van de griffiers en griffiersklerken der rechtbanken van eerste aanleg en van koophandel, voor de kamer gehouden door de voorzitter der rechtbank waartoe zij behoren, of voor de vacantiekamer, indien deze ontvangst gedurende de vacantie geschiedt".

16° in artikel 186, alinea 5, worden de woorden "en griffiers" vervangen door de woorden "griffiers en adjunct-griffiers".

17° aan artikel 189, in fine, worden toegevoegd de woorden : "de griffiersklerken in dezelfde orde".

.../...

Artikel 2.-

De volgende wijzigingen worden aangebracht in de wet van 15 Juni 1899 inhoudende Titel II van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger:

1° Artikel 96 wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 96: Er is bij iedere krijgsraad een griffier, die door de Koning wordt benoemd en door Hem kan worden ontslagen.

Hij kan bijgestaan worden door adjunct-griffiers en, bij de bestendige krijgsraden, door griffiersklerken. Het aantal adjunct-griffiers en griffierklerken wordt door de Koning volgens de behoeften van de dienst vastgesteld.

De griffier ontvangt in het leger de eerbewijzen, die voor de ondergeschikte officieren zijn voorgeschreven.

Niemand kan tot griffier of adjunct-griffier in een bestendige krijgsraad worden benoemd tenzij hij volle 25 jaar oud is, doctor in de rechten is of gedurende ten minste vijf jaar functies van griffiersklerk bij een hof, een rechtbank, een vredegerecht of een militair rechtscollege heeft uitgeoefend en met goed gevolg voor een speciale examencommissie het examen van candidaat-griffier heeft afgelegd. De Koning bepaalt de modaliteiten van dit examen.

De adjunct-griffiers van de bestendige krijgsraden worden door de Koning benoemd en kunnen door Hem worden ontslagen; de griffiersklerken worden door de Minister van Justitie benoemd en kunnen door hem worden ontslagen. Zij worden uit 's Lands kas bezoldigd.

Niemand kan tot griffiersklerk worden benoemd tenzij hij volle 18 jaar oud en houder is hetzij van een gehomologeerd getuigschrift van humaniora, hetzij van een getuigschrift, waaruit blijkt dat hij met goed gevolg de voorbereidende proef heeft afgelegd tot toelating tot de examens voor het toekennen der academische graden".

.../..

2° Alinea 5 van artikel 115, gewijzigd bij artikel 3 der besluitwet van 9 Maart 1940 wordt door de volgende bepalingen vervangen:

" Hij kan bijgestaan worden door adjunct-griffiers en griffiersklerken, wier aantal door de Koning volgens de behoeften van de dienst wordt vastgesteld.

De adjunct-griffiers worden door de Koning benoemd en kunnen door Hem worden ontslagen. Zij moeten aan dezelfde voorwaarden voldoen als de griffier.

De griffiersklerken worden door de Minister van Justitie benoemd en kunnen door hem worden ontslagen. Hun aantal wordt door de Koning vastgesteld. Zij worden uit 's Lands kas bezoldigd.

Niemand kan tot griffiersklerk worden benoemd tenzij hij volle 18 jaar oud en houder is, hetzij van een gehomologeerd getuigschrift van humaniora, hetzij van een getuigschrift, waaruit blijkt dat hij met goed gevolg de voorbereidende proef heeft afgelegd tot toelating tot de examens voor het toekenen der academische graden".

3° In artikel 131, gewijzigd bij artikel 1 van de besluitwet van 16 November 1918, worden de woorden "en adjunct-griffiers van het krijgsgerechtshof" vervangen door "adjunct-griffiers en griffiersklerken van het krijgsgerechtshof".

4° In artikel 132 worden de woorden "de adjunct-griffiers der krijgsraden" vervangen door de woorden "De adjunct-griffiers en griffiersklerken der Krijgsraden".

Artikel 3.-

In artikel 62, alinea 3 der wet van 20 April 1810 op de rechterlijke inrichting en het beleid der justitie, gewijzigd bij artikel 5 van het koninklijk besluit nr 184 van 5 Juli 1935,, worden de woorden "en de adjunct-griffiers" vervangen door de woorden "de adjunct-griffiers en de griffiersklerken".

.../...

Artikel 4.-

§ 1.- Voor een latere bevordering of benoeming van de griffiers en adjunct-griffiers, die de dag waarop deze wet van kracht wordt hun functie uitoefenen bij een hof, een rechtbank, een vredegerecht of een militair rechtscollege, wordt niet vereist dat zij gedurende vijf jaar de functie van griffiersklerk hebben uitgeoefend of het getuigschrift van candidaat-griffier bezitten.

§ 2.- De griffiers, griffiers titulair, adjunct-griffiers en adjunct-griffiers titulair van een hof, een rechtbank, een vredegerecht of een militair rechtscollege kunnen tot hoofdgriffier van een rechtbank van eerste aanleg eerste klasse worden benoemd zonder doctor in de rechten te zijn, indien zij de dag waarop deze wet van kracht wordt hun functie sinds tenminste 10 jaar uitoefenen.

§ 3.- De griffiersklerken, die de dag waarop deze wet van kracht wordt hun functie sinds tenminste vijf jaar uitoefenen, zijn van het examen van candidaat-griffier vrijgesteld.

§ 4.- De rechtstreeks uit 's Lands kas bezoldigde griffiebedienden bij een hof, een rechtbank, een vredegerecht of een militair rechtscollege kunnen tot griffier of adjunct-griffier va een vredegerecht worden benoemd, indien zij de dag waarop deze wet van kracht wordt hun functie sinds ten minste 5 jaar uitoefenen.

§ 5.- De zeer verdienstelijke, rechtstreeks uit 's Lands kas bezoldigde griffiebedienden, op wie artikel 10 van de wet van 31 Juli 1920 tot verhoging van de bezoldiging der leden van de rechterlijke orde wordt toegepast, zijn vrijgesteld van het examen van candidaat-griffier en hoeven niet gedurende vijf jaar de functies van griffiersklerk uitgeoefend te hebben, indien zij de dag waarop deze wet van kracht wordt hun functie als bediende sinds tenminste zestien jaar uitoefenen.

.../...

Artikel 5.-

§ 1.- Artikel 5 van de wet van 15 November 1918 houdende verhoging van de wedden der leden van de rechterlijke stand wordt opgeheven (1)

§ 2.- De thans bestaande plaatsen van boventallig griffier worden afgeschaft naarmate zij vacant worden.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Justitie;

---

(1) Indien de Regering het inzicht heeft de "beëdigde klerken" af te schaffen, dan moeten eveneens opgeheven worden de artikelen 55, 57 en 58 van het Decreet van 6 Juli 1810; 25, 26. 27 Decreet van 18 Augustus 1810; 130 van de voorlopige onderrichtingen voor het Hoge Hof, van 20 Juli 1814.

L.314/I

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

G. HOLOYE, conseillers d'Etat
A.G. VRANCKX, raadsheren van State

R. STENUIT, assesseurs de la section de législation
G. DOR, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,